

Tripoli, Libye, 10 mai (Infosplusgabon) - Troisième étape de son périple européen qui l'a mené en Italie et en Allemagne, la France constitue une station cruciale pour le président du Conseil présidentiel en Libye, Fayez al-Sarraj dans sa quête de soutiens pour mettre fin à l'offensive meurtrière, plus de quatre semaines après son déclenchement par le chef de l'Armée, le maréchal Khalifa Haftar, contre Tripoli, alors que les relations entre Paris et Tripoli ont connu une impasse en raison des accusations de soutien français en faveur du camp adverse.

Les manifestations hebdomadaires, vendredi, à la Place des Martyrs à Tripoli et dans d'autres villes libyennes à l'instar de Misrata (220 km Est de Tripoli) pour dénoncer l'agression contre la capitale libyenne, ont reflété le sentiment d'hostilité grandissante d'une frange de Libyens dans la région de l'Ouest contre la France, pointée du doigt pour avoir cautionné et aidé aux niveaux logistique et politique l'offensive de Khalifa Haftar.

Le port de gilets jaunes par les protestataires, rappelle le mouvement contestataire des Français contre la politique du Président Emmanuel Macron, renvoie un message expressif de ce rejet du soutien à Haftar par la France dont le drapeau a été incendié par des manifestants en colère.

Se basant sur des informations faisant état de l'appui de la France avec des équipements et des conseillers militaires à Haftar, le ministre de l'Intérieur, Fathi Bachagha, a décidé de suspendre la coopération sécuritaire entre son ministère et la France.

Commentant la réaction des Libyens dans une déclaration à un média français, le président du

Conseil présidentiel, Favez al-Sarraj, a souligné la déception chez une certaine frange de Libyens de voir la France, pays de longue tradition démocratique, soutenir une offensive militaire ciblant des civils et dont le but est d'instaurer une dictature militaire.

Il a mis en garde l'essor du sentiment anti-français parmi les Libyens à cause de cette attitude de la France dans ce conflit.

En réaction, le président français, Emmanuel Macron, a réitéré le soutien de la France au gouvernement d'union nationale légitime, affirmant qu'il a expliqué cette position à M. al-Sarraj qui est son interlocuteur direct au sein du Conseil présidentiel.

Mais l'affaire des diplomates français armés retenus au poste frontalier commun avec la Tunisie par les autorités tunisiennes a ravivé les soupçons d'un rôle inavoué que la France est en train de jouer dans le conflit à Tripoli, d'autant plus qu'il est avéré qu'il s'agit en fait, de membres de services de renseignements.

Une situation qui a obligé le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, de monter au créneau, affirmant que la France n'avait aucun intérêt en Libye autre que celui de la lutte contre le terrorisme dont les répercussions peuvent causer des problèmes aux pays voisins de la Libye qui sont d'une grande importance pour Paris.

Le chef de la diplomatie française a répondu aussi aux accusations relatives à des visées nourries par la France à l'égard des richesses pétrolières de la Libye.

En outre, le blocage par la France d'un communiqué de l'Union européenne qui demandait à Khalifa Haftar de faire revenir ses troupes à leurs anciennes positions, a accentué ce sentiment

de parti-pris et de couverture politique que Paris apporte à l'homme fort de l'Est de la Libye.

La France s'est défendue d'avoir bloqué le communiqué européen, précisant avoir demandé l'ajout de trois points à savoir, le retrait des combattants fichés par les Nations Unies pour des activités liées au terrorisme, le retour au processus politique et la situation des migrants clandestins.

Cette ambiguïté dans la position de la France qui joue sur deux registres a écorné sa crédibilité et surtout son rôle de médiateur dans le conflit en Libye qu'elle a jusqu'ici joué à travers deux rencontres organisées à Paris regroupant les principaux protagonistes et ayant permis d'élaborer une feuille de route reprise dans le Plan de sortie de crise par l'Envoyé des Nations Unies, Ghassan Salamé.

Ainsi, les relations entre le camp du président du Conseil présidentiel, Favez al-Sarraj et la France ont été assez embrouillées par cette affaire de soutien, d'où l'opportunité de cette visite de M. Al-Sarraj pour dissiper les nuages sombres et lever toute ambiguïté.

M. Al-Sarraj a insisté, lors de ses entretiens avec Emmanuel Macron, sur l'exclusion de Hafter et du président du Parlement libyen, Aguila Saleh, du dialogue et de toute négociation, estimant qu'ils ne sont plus des interlocuteurs.

Pour M. al-Sarraj, "les appels à un cessez-le-feu devaient s'accompagner d'un retrait de l'armée (de Hafter) et de son retour vers ses positions antérieures", soulignant que "tout mécanisme proposé par la communauté internationale en la matière devrait tenir compte de cette exigence".

Le Président Macron a affirmé qu'il s'oppose aux affrontements actuels à Tripoli, appelant à s'engager dans l'initiative de l'ONU pour une solution politique globale en Libye et promettant une plus grande implication de la France.

Il a demandé "une trêve inconditionnelle en Libye, avec une ligne de démarcation du cessez-le-feu sous surveillance internationale, en référence aux affrontements dans les banlieues de Tripoli.

Mais, au regard des résultats immédiats des entretiens entre MM. al-Sarraj et Macron, s'il apparaît que Paris a clarifié davantage sa position en réitérant son soutien indéfectible au gouvernement d'union nationale, elle n'a pas réussi à convaincre certains Libyens qui estiment qu'elle continue à ménager Hafter pour lui trouver une sortie honorable.

Pour l'analyste politique, Bouajila Al-Allague, "en demandant un cessez-le feu inconditionnel, Macron veut préserver l'image de Hafter dont les troupes butent sur la résistance des forces du gouvernement d'union aux portes de Tripoli".

Selon "lui, un retrait des troupes de Hafter signifie une défaite et une perte d'influence pour lui, ainsi que des risques de voir son avenir politique compromis et remis en cause".

Il a estimé que "plus d'un mois d'offensive sans réaliser de victoire éclatante et éclair comme il avait promis, est synonyme d'enlisement car les bases arrières de Hafter se trouvent très loin des lignes de front, d'où un problème de ravitaillement qui se pose de nature à précipiter sa déconfiture militaire au fil du temps".

Revenant sur la position de la France, Jemal al-Abbar, un activiste de la société civile en Libye, affirme que "le Président Macron n'a pas condamné clairement l'offensive de Hafter, préférant rester vague et se contentant de réaffirmer son soutien sans demander le retrait des troupes assaillantes".

"La position de la France est toujours ambiguë et la visite de Favez al-Sarraj n'a pas permis de lever les équivoques, même si elle a permis un réchauffement des relations entre Macron et al-Sarraj", a-t-il ajouté.

La tournée européenne de Favez al-Sarraj qui l'a mené ce jeudi en Grande Bretagne après l'Italie, l'Allemagne et la France, aura permis de relancer les efforts de recherche d'un cessez-le-feu selon les analystes, qui précisent que dans les prochains jours une initiative va émerger pour mettre fin aux combats qui ont fait, depuis le 4 avril, 443 morts, 2.553 blessés et 60.000 déplacés.

FIN/INFOSPLUSGABON/JHN/GABON2019

© Copyright Infosplusgabon